

« Seuls les Français ont pu arriver sur place »

Colette Braeckman

Le Soir, 25 avril 2007

« Alors que je me trouvais au bord de la piscine avec deux cousins, j'ai reconnu le bruit particulier du moteur du Falcon qui devait ramener mon père de Tanzanie. A travers les arbres, j'ai vu passer trois balles traçantes et l'avion s'est transformé en une boule de feu. »

Interrogé par une radio libre de Kigali (Contact FM), Jean-Luc Habyarimana, le fils cadet du président assassiné, a la mémoire intacte. Pour lui, comme pour sa mère et sa soeur qui se trouvaient dans la maison, la surprise fut totale, même si, dit-il, *« je savais que, le dimanche de Pâques, rendant visite à mon père à Gisenyi, le représentant du secrétaire général de l'Onu, M. Booh Booh, avait déclaré à mon père que Kagame songeait à l'éliminer »*.

La surprise... C'est également ce que confirme le général Rwarakabije. Aujourd'hui chargé de la démobilisation et de la réinsertion des anciens militaires rentrés du Congo, il participait à l'époque au « comité de

crise » mis sur pied par le colonel Bagosora dans les heures qui suivirent l'attentat : *« Dans la nuit même, les officiers supérieurs se sont réunis à l'Ecole supérieure militaire. Nous avions tous été pris par surprise, y compris le colonel Bagosora, et nos opinions divergeaient sur la conduite à tenir : les trois quarts des officiers refusaient que l'armée prenne le pouvoir et voulaient s'en tenir à la Constitution, mais d'autres, comme Bagosora, avaient d'autres projets. »*

Evoquant les premières minutes qui suivent la chute de l'avion, le général rappelle que *« si la Mission des Nations unies au Rwanda gardait l'aéroport, toute la zone était protégée par le bataillon d'artillerie anti-aérien. Nos meilleures unités se trouvaient là et je ne vois pas comment une équipe de tireurs inconnus aurait pu s'infiltrer sur les lieux. Dès la chute de l'avion, la garde présidentielle s'est précipitée dans le jardin de la villa, et elle en a interdit l'accès à la Minuar. Seule une petite équipe de*

militaires français, dirigée par le colonel Grégoire de Saint Quentin, qui se trouvait tout près, a pu arriver sur place. Eux seuls pourraient dire ce qui s'est passé, parce que le colonel français a tout de suite ramassé des débris encore brûlants. Par la suite, les Forces armées rwandaises ont collecté plusieurs pièces, dont des douilles, et en mai, lorsque le lieutenant-colonel Rwabalinda s'est rendu en mission à Paris, il a remis tous ces objets au général Huchon, chef de la coopération militaire à l'Elysée ».

Autrement dit, si une boîte noire a jamais existé, c'est à Paris qu'elle se trouve encore. Rwarakabije insiste : « *Le colonel de Saint Quentin doit s'expliquer et les Belges doivent dire pourquoi ils n'ont pas pu accéder à l'épave de l'avion.* » Le colonel français ne risque pas de s'exprimer de sitôt : convoqué au tribunal pénal international d'Arusha, il est couvert par le « secret-défense » et protégé par l'Etat français...

Aujourd'hui vide, nettoyée, la ré-

sidence de l'ancien président attend d'être transformée en musée. La carcasse de l'avion a été hissée au dessus des murs et jetée dans un champ, négligemment surveillée par des militaires. Les morceaux du Falcon rouillent dans les herbes hautes, comme si jamais les débris de l'appareil n'avaient été examinés par des enquêteurs indépendants. Deux demandes ont cependant été formulées auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'une par la Belgique, en réponse aux accusations portées contre les Casques bleus, et l'autre par le gouvernement rwandais, représenté par le ministre des Transports de l'époque Charles Murigande, mais elles avaient été classées sans suite. Aujourd'hui enfin, le gouvernement rwandais a décidé de nommer sa propre commission d'enquête, après que le juge Bruguière ait lancé des mandats d'arrêt internationaux contre le président Kagame et neuf de ses proches...